

Art. 7. Les conventions de partenariat précisent au minimum :

- 1° la durée de la convention;
- 2° l'action ou les actions mises à charge du ou des partenaires;
- 3° l'action ou les actions mises à charge de l'Office;
- 4° les modes de collaboration entre l'Office et ses partenaires;

5° le ou les types et le nombre de demandeurs d'emploi visés par la ou les actions;

6° les objectifs assignés à l'action ou aux actions;

7° les modalités d'évaluation de la ou des actions;

8° le cas échéant, le montant, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation de la subvention octroyée au(x) partenaire(s), ainsi que les modalités selon lesquelles cette dernière est récupérée par l'Office en cas de non respect des conditions mises à son octroi.

Art. 8. L'Office assure la mise en œuvre des conventions de partenariat, ainsi que le contrôle et le suivi des actions subventionnées.

Il adresse annuellement au Ministre ou au Secrétaire d'Etat, qui a l'Emploi dans ses attributions, un rapport sur cette mise en œuvre.

Art. 9. L'Exécutif charge le Ministre ou le Secrétaire d'Etat, qui a l'Emploi dans ses attributions, d'exécuter le présent arrêté.

Bruxelles, le 27 juin 1991.

Pour l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
chargé de l'Aménagement du Territoire,
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Art. 7. De partnershipovereenkomsten bepalen minstens :

- 1° de duur van de overeenkomst;
- 2° de aktie of de akties ten laste van de partner(s);
- 3° de aktie(s) ten laste van de Dienst;
- 4° de samenwerkingsmodaliteiten tussen de Dienst en zijn partners;

5° de soort(en) en het aantal werkzoekenden die door de aktie(s) beoogd worden;

6° de doelstellingen van de aktie(s);

7° de evaluatiemodaliteiten van de aktie(s);

8° in voorkomend geval, het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de vereffeningsmodaliteiten van de toelage toegekend aan de partner(s), evenals de modaliteiten volgens welke deze door de Dienst gerecupereerd wordt bij het niet-aaleven van de toekenningsvoorwaarden.

Art. 8. De Dienst staat in voor de uitvoering van de partnershipovereenkomsten, de controle op en de opvolging van de gesubsidieerde akties.

De Dienst brengt jaarlijks verslag uit over deze uitvoering bij de Minister of Staatssecretaris bevoegd voor Tewerkstelling.

Art. 9. De Executieve belast de Minister of Staatssecretaris, bevoegd voor Tewerkstelling, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 juni 1991.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve :

De Minister-Voorzitter,
bevoegd voor Ruimtelijke Ordening,
Plaatselijke Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

F. 91 — 2230

27 JUIN 1991. — Arrêté autorisant l'Office régional bruxellois de l'emploi à conclure des conventions de partenariat en vue d'accroître les chances de certains demandeurs d'emploi de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1er, IX, modifié par les lois spéciales des 3 août 1988 et 6 juillet 1989;

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 14;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 4;

Vu l'ordonnance du 10 janvier 1991 contenant le budget des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 1991;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1988 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi, notamment l'article 4, 1°;

Vu l'avis favorable du Comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'emploi, donné le 14 juin 1991;

Vu l'avis du Comité régional bruxellois à l'insertion socio-professionnelle, donné le 11 juin 1991.

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 27 juin 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence,

Considérant que le Comité régional bruxellois à l'insertion socio-professionnelle a pour mission de proposer et d'accompagner la mise en œuvre des plans et des programmes régionaux d'insertion socio-professionnelle et d'entendre dans ce cadre les propositions de la Délégation régionale bruxelloise à l'insertion socio-professionnelle;

N. 91 — 2230

27 JUNI 1991. — Besluit houdende machtiging voor de Brusselse gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling tot het sluiten van partnershipovereenkomsten teneinde de kansen van bepaalde werkzoekenden om werk te vinden of terug te vinden, te vergroten in het kader van gecoördineerde beschikkingen voor socio-professionele inschakeling

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, IX, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 6 juli 1989;

Gelet op de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de ordonnantie van 10 januari 1991 tot vaststelling van de uitgavenbegroting van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1988 tot vaststelling van de organisatie en de werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling inzonderheid op artikel 4, 1°;

Gelet op het gunstig advies van het Beheerscomité van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, gegeven op 14 juni 1991;

Gelet op het advies van het Brusselse gewestelijk comité voor socio-professionele inschakeling, gegeven op 11 juni 1991.

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 juni 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat het Brusselse gewestelijke comité voor socio-professionele inschakeling als opdracht heeft de uitvoering van de gewestelijke plannen en programma's voor socio-professionele inschakeling voor te dragen en te begeleiden en in dit verband de voorstellen van de Brusselse gewestelijke afvaardiging voor socio-professionele inschakeling te horen;

Considérant qu'il y a lieu d'accroître la capacité de l'Office régional bruxellois de l'emploi à mettre en œuvre la politique régionale de l'emploi et du placement et, plus spécifiquement, à assurer l'inscription systématique comme demandeur d'emploi des publics de l'insertion socio-professionnelle.

Considérant qu'il y a lieu de soutenir et de développer, en concertation avec les partenaires sociaux, la Communauté française et la Communauté flamande l'action des dispositifs locaux de coordination et d'insertion socio-professionnelle en faveur des demandeurs d'emploi fragilisés sur le marché de l'emploi;

Considérant que l'exclusion sociale dans la Région de Bruxelles-Capitale se caractérise notamment par un nombre croissant de demandeurs d'emploi qui ne sont pas répertoriés mais dont il importe de promouvoir l'insertion socio-professionnelle et que cette situation requiert l'adoption rapide du présent arrêté qui met en œuvre les deux objectifs précités.

Sur la proposition du Ministre-Président chargé de l'aménagement du territoire, des pouvoirs locaux et de l'emploi;

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

Art. 2. L'Office régional bruxellois de l'emploi, ci-après dénommé l'Office, est autorisé à conclure des conventions de partenariat en vue d'accroître les chances de certains demandeurs d'emploi de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle.

Art. 3. Les conventions de partenariat doivent poursuivre un triple objet :

- favoriser l'inscription systématique des publics en situation d'exclusion socio-professionnelle accueillis par les partenaires de l'Office comme demandeurs d'emploi auprès de ce dernier;
- promouvoir des actions de coordination et de concertation locales portant sur les matières d'emploi et d'insertion socio-professionnelle;
- promouvoir des actions locales d'insertion socio-professionnelle en faveur des publics en situation d'exclusion socio-professionnelle.

Pour l'application du présent article, on entend par :

1^o publics en situation d'exclusion socio-professionnelle, les personnes inscrites ou non comme demandeur d'emploi qui, en raison de la faiblesse ou de l'absence de leur qualification professionnelle, de leur dénuement social ou du fait des discriminations visant le groupe spécifique auquel elles appartiennent, se trouvent en situation de non-emploi et sont dans l'impossibilité de répondre aux offres d'emploi disponibles sur le marché du travail;

2^o actions de concertation et de coordination locales, les opérations visant, dans le cadre d'actions d'insertion socio-professionnelle, à la mobilisation et à l'association structurelle des différents partenaires locaux de l'emploi, de la formation et de l'insertion socio-professionnelle. Il s'agit notamment :

de l'étude des problèmes de l'exclusion socio-professionnelle tels qu'ils se posent à l'échelle locale;

— de la promotion et de la coordination d'actions concertées articulant en synergie l'intervention des plusieurs partenaires différents;

— de la coordination de l'accueil des publics;

— de la coordination des actions de prospection des acteurs économiques locaux.

3^o actions locales d'insertion socio-professionnelle, les opérations visant à l'accès rapide à une qualification professionnelle et à un emploi stabilisant les individus dans une activité économique. Ces actions se traduisent par la mise en œuvre d'opérations intégrées :

— d'accueil et de guidance des personnes en situation d'exclusion socio-professionnelle pour la détermination de leur projet professionnel et l'accompagnement de sa mise en œuvre;

— de formation (formation de base, pré-qualification, formation sociale, formation professionnelle...);

— de mise en travail en entreprise dans le cadre d'un emploi rémunéré, couvert par la sécurité sociale.

Art. 4. § 1er. Les conventions de partenariat ne peuvent être conclues qu'avec un des partenaires suivants :

1^o les institutions de droit privé, dotées de la personnalité juridique et ne poursuivant pas de but lucratif, qui sont établies dans la Région de Bruxelles-Capitale;

Overwegende dat moet voorzien worden in een grotere capaciteit van de Brusselse gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling om het gewestelijk tewerkstellings- en bemiddelingsbeleid uit te voeren en meer bepaald om in te staan voor de systematische inschrijving als werkzoekenden van de doelgroepen voor socio-professionele inschakeling.

Overwegende dat in samenspraak met de sociale partner, de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap, de werking van de plaatselijke inrichting van socio-professionele coördinatie en inschakeling moet gesteund en ontwikkeld worden ten gunste van de kansarme werkzoekenden op de arbeidsmarkt;

Overwegende dat de sociale uitsluiting in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest zich onder meer kenmerkt door een toenemend aantal werkzoekenden die niet gerepertoreerd zijn maar wier socio-professionele inschakeling moet bevorderd worden en dat deze toestand vereist dat onderhavig besluit ter verwezenlijking van beide voornoemde doelstellingen spoedig dient aangenomen te worden.

Op voordracht van de Minister-Voorzitter belast met ruimtelijke ordening, plaatselijke besturen en tewerkstelling;

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet.

Art. 2. De Brusselse gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling hierna de Dienst genoemd, wordt ertoe gemachtigd partnershipovereenkomsten te sluiten, teneinde de kansen van bepaalde werkzoekenden om werk te vinden of terug te vinden, te vergroten in het kader van gecoördineerde beschikkingen voor socio-professionele inschakeling.

Art. 3. De partnershipovereenkomsten dienen drie doelstellingen na te streven :

— de systematische inschrijving bevorderen van de socio-professionele uitgesloten groepen door de partners van de Dienst, als werkzoekenden bij laatstgenoemde;

— de bevordering van akties inzake plaatselijke coördinatie en overleg voor tewerkstelling en socio-professionele inschakeling;

— de bevordering van plaatselijke akties inzake socio-professionele inschakeling ten gunste van groepen die op socio-professioneel vlak uitgesloten zijn.

Voor de toepassing van dit artikel verstaat men onder :

1^o groepen die op socio-professioneel vlak uitgesloten zijn: de personen, al dan niet als werkzoekenden ingeschreven, die uit hoofde van hun geringe of onbestaande beroepsbekwaamheid, hun sociale nood of wegens het feit dat de groep waartoe ze behoren gediscrimineerd wordt, werkloos zijn en in te gaan op het tewerkstellingsaanbod van de arbeidsmarkt;

2^o akties inzake plaatselijke coördinatie en overleg, de handelingen die in het kader van akties van socio-professionele inschakeling, de mobilisatie en de structurele associatie beogen van de verschillende plaatselijke partners voor tewerkstelling, opleiding en socio-professionele inschakeling. Het betreft onder meer :

— de studie van problemen van socio-professionele uitsluiting zoals deze zich stellen op plaatselijk vlak;

— de bevordering en de coördinatie van gezamenlijke akties die in samenwerkingsverband de tussenkomst van meerdere partners op gang brengen;

— de coördinatie van de opvang van de groepen;

— de coördinatie van de door de plaatselijke economische aktoren gevoerde prospectieakties.

3^o plaatselijke akties van socio-professionele inschakeling: de handelingen die ertoe strekken snel een beroepsbekwaamheid op te doen en een betrekking te bekomen om de betrokkenen in een economische activiteit te stabiliseren. Deze akties behelzen de uitvoering van erbij horende initiatieven inzake :

— opvang en begeleiding van de personen die op sociaal en professioneel vlak uitgesloten zijn voor de bepaling van hun professioneel project en de begeleiding voor de uitvoering ervan;

— opleiding (basisopleiding, pre-kwalificatie, sociale opleiding, beroepsopleiding...);

— tewerkstelling in een onderneming in het kader van een bezoldigde betrekking, gedekt door de sociale zekerheid.

Art. 4. § 1. De partnershipovereenkomsten kunnen slechts gesloten worden met één der volgende partners :

1^o de in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gevestigde publiekrechtelijke instellingen met rechtspersoonlijkheid zonder winstoogmerk;

- 2° les centres publics d'aide sociale;
- 3° les centres d'enseignement organisés ou subventionnés par les Communautés;
- 4° l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi;
- 5° le « Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling ».

§ 2. Les partenaires se répartissent, en trois catégories :

- 1° des partenaires coordinateurs, qui sont chargés de la mise en œuvre coordonnée des actions menées par eux-mêmes et par les partenaires opérateurs, en collaboration éventuelle avec les partenaires associés;
- 2° des partenaires opérateurs, qui sont chargés de mener une ou plusieurs actions déterminées;
- 3° des partenaires associés, qui collaborent à la mise en œuvre de la ou des actions mises à charge d'un partenaire coordinateur ou d'un partenaire opérateur.

Art. 5. Les conventions de partenariat sont conclues sur proposition de la délégation régionale bruxelloise à l'insertion socio-professionnelle, après avis successivement du comité régional bruxellois à l'insertion socio-professionnelle, du Comité de gestion de l'ORBEM et sont approuvées par l'Exécutif.

Elles sont conclues pour une durée maximale d'un an. Elles peuvent être prorogées une ou plusieurs fois, pour leur durée initiale ou pour une durée moindre, aux mêmes conditions.

Art. 6. § 1er. Les conventions de partenariat prévoient l'octroi d'une subvention aux partenaires de l'Office à charge du budget de ce dernier et dans les limites des crédits prévus à cet effet.

Elles contiennent une clause selon laquelle les partenaires s'engagent à faire de l'inscription préalable comme demandeur d'emploi auprès de l'Office une condition de participation à l'action ou aux actions qu'ils mettent en œuvre au moyen de la subvention et à communiquer à l'Office les chiffres d'emploi dont ils ont connaissance;

§ 2. Les partenaires visés à l'article 4, § 1er, 4° et 5°, sont exclus du bénéfice de la subvention. Ils ne peuvent être parties aux conventions qu'au titre de partenaires associés.

§ 3. Pour le calcul de la subvention il peut être tenu compte de la totalité des frais effectivement supportés par les partenaires pour la réalisation des actions.

Art. 7. Les conventions de partenariat précisent au minimum :

- 1° la durée de la convention;
- 2° le dispositif de coordination et d'insertion socio-professionnelle instauré et l'articulation des rapports entre les différents partenaires y associés;
- 3° l'action ou les actions mises à charge du ou des partenaires;
- 4° l'action ou les actions mises à charge de l'Office;
- 5° les modes de collaboration entre l'Office et ses partenaires;

6° le ou les types et le nombre de demandeurs d'emploi visés par la ou les actions;

7° les objectifs assignés à l'action ou aux actions;

8° les modalités d'évaluation de la ou des actions;

9° le montant, le mode de répartition, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation de la subvention octroyée au(x) partenaire(e), ainsi que les modalités selon lesquelles cette dernière est récupérée par l'Office en cas de non respect des conditions mises à son octroi.

Art. 8. L'Office assure la mise en œuvre des conventions de partenariat.

Il adresse annuellement au Ministre ou au Secrétaire d'Etat qui a l'emploi dans ses attributions, un rapport sur cette mise en œuvre. Ce rapport contient un avis de la délégation régionale bruxelloise à l'insertion socio-professionnelle quant à l'évaluation des conventions.

Art. 9. L'Exécutif charge le Ministre ou le Secrétaire d'Etat, qui a l'emploi dans ses attributions, d'exécuter le présent arrêté.

Bruxelles, le 27 juin 1991.

Pour l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
chargé de l'Aménagement du Territoire,
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

- 2° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 3° de door de Gemeenschappen georganiseerd of gesubsidieerde onderwijscentra;
- 4° het Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi;
- 5° de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling.

§ 2. De partners zijn onderverdeeld in drie categorieën :

1° coördinerende partners die belast zijn met de gecoördineerde uitvoering van de akties die door zichzelf en door de werkende partners worden gevoerd, eventueel in samenwerking met de geassocieerde partners;

2° werkende partners die belast zijn met de uitvoering van één of meerdere akties;

3° geassocieerde partners die helpen bij de uitvoering van één of meerdere akties waarmee een coördineerde of een werkende partner belast is.

Art. 5. De partnershipovereenkomsten worden gesloten op voorstel van de Brusselse gewestelijke afvaardiging voor socio-professionele inschakeling, na advies, in deze volgorde, van het Brusselse gewestelijk comité voor socio-professionele inschakeling, van het beheerscomité van de BGDA en worden door de Executieve goedgekeurd.

Ze zijn afgesloten voor een duur van maximum één jaar. Zij kunnen onder dezelfde voorwaarden, één of meerdere keren verlengd worden voor eenzelfde of een kortere duur.

Art. 6. § 1. De partnershipovereenkomsten voorzien in de toekenning van een toelage aan de partners van de Dienst, ten laste van zijn begroting en binnen de perken van de daartoe voorziene kredieten.

Ze bevatten een clause waarbij de partners er zich toe verbinden van de voorafgaande inschrijving als werkzoekende bij de Dienst een voorwaarde te maken om deel te kunnen nemen aan de aktie of de akties die ze met de toelage uitvoeren, enerzijds en de werkzambiedingen waarvan ze kennis hebben mede te delen aan de Dienst, anderzijds.

§ 2. De in artikel 4, § 1, 4° en 5°, bedoelde partners mogen niet van de toelage genieten. Zij mogen partij zijn bij overeenkomsten, maar enkel als geassocieerde partners.

§ 3. Voor de berekening van de toelage kan rekening worden gehouden met het totaal van de kosten die voor de realisatie van de akties werkelijk door de partners worden gedragen.

Art. 7. De partnershipovereenkomsten bepalen minstens :

1° de duur van de overeenkomst;

2° het ingevoerde mechanisme voor socio-professionele inschakeling en de samenhang van de betrekkingen tussen de geassocieerde partners;

3° de aktie of de akties ten laste van de partner(s);

4° de aktie of de akties ten laste van de Dienst;

5° de manier van samenwerking tussen de Dienst en haar partners;

6° het type of de types en het aantal werkzoekenden die de aktie(s) beogen;

7° de doelstellingen van de aktie(s);

8° de beoordelingsmodaliteiten van de akties;

9° het bedrag, de verdeelwijze, de toekenningsvoorwaarden en de vereffeningmodaliteiten van de aan de partner(s) verleende toelage evenals de modaliteiten voor de terugvordering ervan in geval de toekenningsvoorwaarden niet nageleefd worden.

Art. 8. De Dienst staat in voor de toepassing van de partnershipovereenkomsten.

Jaarlijks stuurt hij een verslag aangaande deze toepassing aan de Minister of de Staatssecretaris die bevoegd is voor tewerkstelling. Dit verslag bevat een advies van de Brusselse gewestelijke afvaardiging voor socio-professionele inschakeling aangaande de beoordeling van de overeenkomsten.

Art. 9. De Executieve belast de Minister of Staatssecretaris, bevoegd voor Tewerkstelling, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 juni 1991.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve :

De Minister-Voorzitter,
belast met Ruimtelijke Ordening,
Plaatselijke Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE